

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ENGIE ENERGIE SERVICES (Novawood)**

chemin du Vaquené

54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

Références : SC/IP/712\_2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES (Novawood) implanté chemin du Vaquené 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE ENERGIE SERVICES (Novawood)
- chemin du Vaquené 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Code AIOT dans GUN : 0003012003
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et des déchets dangereux va permettre la production de vapeur pour les besoins de l'usine voisine de fabrication de carbonate et bicarbonate de soude exploitée par la société NOVACARB, et la production d'électricité injectée sur le réseau public de distribution.

La production de vapeur de cette centrale de cogénération va se substituer, pour partie, à celle issue de deux grandes installations de combustion fonctionnant au charbon aujourd'hui exploitées par l'entreprise NOVACARB sur son site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative
- risque chronique

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article art.1.5.5	/	Sans objet
Conduite des installations	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article art. 8.5.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en cours de construction.

La mise en service des installations est programmée pour la fin de l'année 2022.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article art.1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, si requis, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.
<b>Constats :</b> L'autorisation préfectorale a été délivrée à la société ENGIE ENERGIE SERVICES. Le site est exploité par la société NOVAWOOD. La société NOVAWOOD a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant, par courrier du 29 novembre 2021. Cette demande a fait l'objet d'une demande de compléments (rapport de l'inspection référencé SC/IP/1974-2021, du 23 février 2022). Les compléments apportés par la société NOVAWOOD en date du 15 mars 2022 ont été instruits par l'inspection (rapport référencé SC/IP/0427_2022 du 7 avril 2022) qui propose au Préfet un arrêté d'autorisation de changement d'exploitant.
<b>Observations :</b> sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Conduite des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article art. 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée. (...)
<b>Constats :</b> Le site est en cours de construction. Le jour de la visite, les personnels qui ont été recrutés pour l'exploitation et la surveillance des installations suivaient leur formation initiale sur le site. L'inspection a rencontré le responsable du site et ses adjoints.
<b>Observations :</b> sans observation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

